



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le préfet de la région Bretagne,
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment le IV de son article L. 122-1, et ses articles R. 122-2 et R. 122 3 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le formulaire de demande d'examen au cas par cas relatif à la restructuration d'un élevage de veaux du GAEC LA COEFFELIÈRE, reçu le 10 juillet 2025 et complété le 5 août 2025 ;

CONSIDÉRANT que ce projet relève de la catégorie n° 1 « Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nature du projet, à savoir :

- augmentation de 340 places de veaux de boucherie ;
- mise à jour du plan d'épandage et des capacités de stockage ;

CONSIDÉRANT l'arrêté préfectoral n° 25485 du 16 septembre 1994, modifié le 13 janvier 2005, objet du récépissé de succession n° 27240-1 du 15 mars 2016, autorisant le GAEC LA COEFFELIÈRE à exploiter un élevage de 430 places de veaux situé au lieu-dit « La Coeffelière » à SAINT-DIDER ;

CONSIDÉRANT que :

- l'extension de l'exploitation prévoit une augmentation de 340 places de veaux de boucherie ;
- le projet permet de donner plus d'espace aux animaux dans les bâtiments existants ;
- l'augmentation d'effectif ne dépasse pas le seuil d'autorisation ;
- les capacités de stockage seront dimensionnées pour répondre à la réglementation ;
- les effluents de l'exploitation seront traités conformément au plan d'épandage sur les terres détenues en propre par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée, par conséquent, la réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas justifiée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de restructuration et d'extension de l'atelier veaux du GAEC LA COEFFELIÈRE, situé au lieu-dit « La Coffelière » à SAINT-DIDIER (35220) est dispensé d'évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision est délivrée en application du IV de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet d'extension peut être soumis.

Article 3 : Publicité

En vu de l'information des tiers, le présent arrêté est affiché à la mairie de SAINT-DIDIER pendant une durée minimale d'un mois et peut y être consulté.

L'arrêté est également publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le préfet d'Ille-et-Vilaine - 81 boulevard d'Armorique - 35026 RENNES CEDEX 9

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de RENNES - Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 RENNES CEDEX

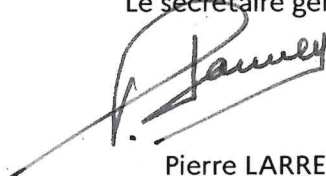
Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise au GAEC LA COEFFELIÈRE ainsi qu'au maire de la commune de SAINT-DIDIER.

Fait à Rennes, le

19 AOÛT 2025

Pour le préfet,
Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', is written over a horizontal line.

Pierre LARREY